



1^{ER} MAI

UNIS ET DÉTERMINÉS POUR LE PROGRÈS SOCIAL !

En même temps que notre patrimoine commun est attaqué par l'annonce de 50 Milliards de coupes budgétaires (financement de la protection sociale de santé et de retraite, aides sociales, salaires...), dont 19 Milliards dans les services publics, le gouvernement et la direction de la SNCF bâillonnent les usagers et les cheminots concernant la réforme du système ferroviaire.

Les manifestations interprofessionnelles unitaires organisées dans les territoires le 1^{er} mai 2014 doivent constituer une étape supplémentaire pour construire les convergences revendicatives interprofessionnelles de tous les salariés, telles que les salaires, l'emploi stable, le financement de toute la protection sociale, les conditions de vie et de travail, le développement des services publics.

Les orientations du nouveau gouvernement ne répondent pas aux aspirations des salariés et ne régleront rien. Malgré le message électoral envoyé, le gouvernement remanié a clairement choisi d'enfoncer un peu plus le clou des mesures d'austérité, en commençant par imposer le gel salarial dans le secteur public comme dans le privé.

A rebours des recettes imprimées par le gouvernement, le MEDEF et les marchés financiers qui visent à réaliser des bénéfices mirobolants sur le dos des citoyens, des salariés, la CGT propose que l'argent de l'impôt et le salaire socialisé permettent d'améliorer les outils de cohésion sociale que sont toutes les branches de la sécurité sociale, les collectivités territoriales et les services publics, permettant ainsi de mieux répondre aux besoins de tous.

A la SNCF

La CGT exige une autre réforme ferroviaire permettant l'amélioration du service public autour d'une entreprise intégrée : la SNCF et la mise en commun de ses moyens humains et matériels au service de toutes les activités.

Sur le terrain social, la CGT exige l'ouverture de négociations salariales et de procéder à des augmentations générales significatives pour tous les cheminots, avec une première étape de 6%.

Exigeons ensemble des embauches au statut en nombre suffisant afin de préserver notre régime spécial de santé et de retraite, d'assurer dans de bonnes conditions un service public SNCF de qualité et sûr, la réintégration dans l'EPIC SNCF des charges externalisées et l'amélioration des conditions de travail des cheminot-e-s. Cela passe bien entendu par l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois programmées dans le budget 2014 et des réorganisations incessantes au sein de l'entreprise, visant à faire la réforme avant la réforme.

Enfin, nous revendiquons des mesures pérennes permettant d'améliorer les droits des cheminots actifs et retraités, comme le paiement de la pension au trimestre et à échoir, sa revalorisation et les facilités de circulation.

Mobilisons-nous afin de tordre le cou aux libéraux, à l'austérité, à l'individualisme et pour améliorer nos conditions sociales, de vie et de travail !